

Communiqué  
Pour diffusion immédiate

## LANCEMENT DES ACTES DES 3<sup>E</sup> ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC À GRANBY Des enjeux similaires avec d'autres régions du Québec

**Granby, le 6 mai 2016** – Le Réseau SOLIDARITÉ itinérance Québec (RSIQ) et le Groupe Action Solution Pauvreté Haute Yamaska (GASP) ont tenus conjointement une activité à Granby pour lancer les Actes des troisièmes États Généraux de l'itinérance au Québec, le lundi le 9 mai. Ce document de 180 pages contient une synthèse de l'intégralité des discours, panels de discussions et ateliers qui se sont déroulés lors des 3es États généraux de l'itinérance au Québec. Rappelons que plus de 300 personnes provenant d'une douzaine de régions du Québec, ont participé à la troisième édition des États généraux de l'itinérance au Québec qui visait à créer un lieu d'échange, de partage de compétences et d'expertises entre les acteurs de différents réseaux impliqués dans la prévention et dans la lutte à l'itinérance.

Les participants aux 3es États généraux posaient le constat suivant : bien qu'étant une réalité surtout visible dans les centres des grandes villes, l'itinérance atteint maintenant toutes les régions du Québec. On retrouve des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir autant dans les grands centres que dans les petites villes, même si cette instabilité domiciliaire demeure souvent invisible et même parfois niée. Les chiffres compilés par de nombreux groupes confirment tous la même tendance : l'itinérance est en augmentation dans de nombreuses régions du Québec. Les facteurs de cette augmentation sont nombreux. On y retrouve : la faible disponibilité des logements locatifs dans plusieurs régions ainsi que la hausse du prix des loyers, le désengagement de l'État dans les services de santé et les services sociaux, une insuffisance des revenus, que ce soit l'allocation d'aide sociale ou le salaire minimum, etc.

Deux ans après l'adoption de la Politique nationale de lutte à l'itinérance prometteuse par le gouvernement du Québec, suivie, un an plus tard, d'un plan d'action interministériel ambitieux; les investissements nécessaires à la mise en œuvre des mesures identifiées dans la Politique et lors États généraux se font toujours attendre. Nous ne retrouvons aucun moyen d'action majeur dans les derniers budgets du gouvernement provincial qui s'adresse spécifiquement aux besoins des personnes en situation ou à risque d'itinérance que ce soit en santé et services sociaux, en favorisant l'accès à un revenu décent ou bien en investissant à hauteur des besoins dans le logement social. « Le gouvernement avait lancé un signal fort en 2014 avec le plan d'action interministériel de lutte à l'itinérance, alors que les travaux régionaux commencent à se mettre en place, les 2 derniers budgets nous poussent à croire que l'ensemble des actions ne pourront se concrétiser faute d'investissements supplémentaires», déplore Mathieu Frappier, organisateur communautaire au RSIQ.

De son côté le gouvernement fédéral viens d'annoncer de nouveaux investissements dans la Stratégie des Partenariats de Lutte à l'itinérance (SPLI). Concrètement, pour le Québec, c'est près de 10 millions \$ par année qui seront injectés dans la lutte à l'itinérance pour les 2 prochaines années. Pour le RSIQ, ce réinvestissement devrait être l'occasion d'attribuer ces sommes selon une approche généraliste et en fonction des priorités locales de chacune des régions. Le RSIQ

regrette que le gouvernement du Québec ne se soit pas prononcé pour un retour à l'approche globale et communautaire de la SPLI contrairement à une demande forte portée par le milieu.

Le Comité Itinérance Haute-Yamaska, rattaché au GASP, a identifié cinq besoins qualifiés d'haute priorité évalués à un montant d'environ 1,4 M\$ par année. Cette analyse démontre la nature diversifiée des besoins et la hauteur des sommes demandées. Récemment, il a lancé une campagne d'appui auprès des partenaires communautaires, institutionnels et politiques locaux afin que les nouvelles sommes disponibles puissent financer une diversité d'interventions et soient adaptées à la réalité de l'itinérance en région. En 2015, la maison d'hébergement d'urgence Le Passant, située à Granby, a perdu 80 000\$ l'année dernière dans le cadre de la réorientation de la SPLI vers l'approche *Housing first*, se traduisant par une perte de 11 lits d'urgence sur les 28 disponibles depuis plusieurs années. Avec cette coupure, le réaménagement des équipes de travail qui a dû s'opérer à la Halte-crise amène son lot de préoccupations face à la capacité des intervenants locaux de rendre un service optimal pour les femmes qui sont de plus en plus touchées par l'itinérance et des situations complexes. En plus cette perte, notre territoire essuiera en juin 2016 un autre recul avec la fin du financement, au niveau provincial, de la ressource intermédiaire pour mineurs Le Tandem. Un autre coup dur à encaisser pour la Haute-Yamaska dans sa lutte contre l'itinérance.

Notre lancement est donc l'occasion de poursuivre les discussions concernant la nécessité d'une vision et d'une approche diversifiée et adaptée à la réalité de l'itinérance en région.

-30-

Le GASP est une table de concertation intersectorielle **qui s'est donné comme mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté.** Il représente plus d'une trentaine d'organismes communautaires et institutionnels, des citoyens de la Haute-Yamaska ainsi que les trois paliers politiques. **Le GASP soutient le développement d'outils et de stratégies en fonction notamment des quatre grands axes suivants : le logement/l'habitation, l'itinérance, la sécurité alimentaire et l'éducation/sensibilisation.**

Depuis 1998, **le RSIQ regroupe 14 concertations régionales en itinérance, et représente ainsi plus de 300 organismes au Québec.** Le Réseau organise des actions et mobilisations afin de sensibiliser décideurs et grand public, de défendre les droits des personnes en situation d'itinérance, d'améliorer leurs conditions de vie et de permettre aux organismes d'aide de réaliser leur mission.

**Contacts:**

Nicolas Luppens, coordonnateur, Groupe Actions Solutions Pauvreté : 450 378-0990

Mathieu Frappier, organisateur communautaire, RSIQ : 514 662-4733